

PROGRAMME ASIE

ASIE CENTRALE : VERS UN MATCH CHINE / RUSSIE

PAR David FRANÇOIS

ETUDIANT A IRIS SUP'

MARS 2017

ASIA FOCUS #22

Les cinq anciennes républiques socialistes d'Asie centrale ont gardé des liens très forts avec la Russie depuis la chute de l'URSS. Mais la présence de plus en plus forte de la Chine dans la région depuis le début des années 2000 pourrait représenter un fort contentieux entre les deux grandes puissances dans le futur. L'empire russe s'est tourné vers l'Asie centrale dès le XIX^{ème} siècle sous Alexandre II, puis Alexandre III, laissant une trace importante dans le paysage culturel de la région. Les liens avec la plupart de ces pays se sont renforcés au cours du XX^{ème} siècle sous l'URSS et également depuis la chute de celle-ci, créant une forte dépendance économique (la Russie est aujourd'hui le premier exportateur vers le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, et le deuxième vers le Kirghizstan et le Turkménistan)¹. De plus, la plupart des pays d'Asie centrale font partie d'un certain nombre de groupes politiques dominés par la Russie, dont l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) ou encore l'Espace économique commun (EEU). La Chine a quant à elle également des rapports anciens avec la région, ce qui a donné lieu à une certaine proximité culturelle, notamment avec la présence de communauté ouïghours (originaire de Chine de l'Ouest) au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan. Aujourd'hui, la Chine a des liens économiques forts avec la région : elle est le premier partenaire commercial du Tadjikistan et du Kirghizstan et le premier importateur de produits turkmènes². De plus, la Chine s'est intéressée à un rapprochement politique avec cette région depuis son indépendance en adhérant à certaines organisations politiques, telles que l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et le Programme régional de coopération économique en Asie centrale (CAREC) en 2001, ou plus récemment en mettant en place la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures. Cette dernière soutient le projet phare de la Chine dans la région, la nouvelle route de la soie.

Ainsi, les objectifs différents qu'ont les deux pays vis-à-vis de la région suscitent des tensions depuis ces dernières années. En effet, le rôle de l'Asie centrale s'est intensifié depuis peu en raison de la décision de Pékin de pivoter vers l'Ouest avec son projet économique de nouvelle route de la soie, dans lequel l'Asie centrale joue un rôle primordial. De son côté, la Russie, qui subit les conséquences d'une baisse des coûts du pétrole et de la mise en baigne par l'Occident suite à son invasion en Ukraine, a renforcé sa coopération avec l'Asie centrale, dont les pays sont des acteurs essentiels de sa nouvelle alliance économique, l'Union économique eurasiatique. Ainsi, l'Asie centrale représente une zone d'intérêt politique et économique majeure pour les deux pays qui en ont une vision et des objectifs différents. Il est donc intéressant d'étudier le rôle de l'Asie centrale dans les relations sino-russes et d'estimer son potentiel conflictuel, à travers l'étude des projets d'intégrations économiques russe et chinois et de leurs intérêts sécuritaires dans la région.

¹ MOGILEVSKII, Roman. Trends and Patterns in Foreign Trade of Central Asian Countries. Institute of Public Policy and Administration, Working paper n°1, 2012. PP.17-27

² Ibid pp .17-27

LE RÔLE ÉCONOMIQUE DE L'ASIE CENTRALE DANS LES RELATIONS SINO-RUSSES

Le projet d'intégration russe

Depuis 2010, la Russie a augmenté ses projets d'intégration avec l'Asie centrale en place depuis l'éclatement de l'URSS à travers différents partenariats. Elle a notamment instauré l'Union douanière, créée en 2010 entre le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie, et le Kirghizstan (depuis 2014), l'Espace économique eurasiatique (créé en 2012 entre la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie), et l'Union économique eurasiatique. Cette dernière est fondée sur le modèle européen et constitue le développement final de ces précédents accords en vue d'une intégration économique des pays de la CEI (elle est entrée en vigueur en 2015 et ses membres sont entre autres : la Russie, la Kirghizstan, le Kazakhstan, et l'Ouzbékistan ; tandis que le Tadjikistan et le Turkménistan en sont des candidats potentiels). Ces projets ont pour but l'ouverture des marchés des pays membres, la libéralisation des taux d'échanges, la mise en place de politiques monétaires, commerciales et tarifaires communes, ainsi que la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux. Selon Vladimir Poutine, ce projet participe à la création d'un lien intercontinental promouvant l'intégration économique de Lisbonne à Vladivostok et de l'Atlantique au Pacifique³. Ces politiques permettraient à la Russie de contrôler ce vaste marché d'Asie centrale de 62 millions de consommateurs, d'augmenter le commerce extérieur russe à travers la vente de produits finis, de faciliter l'investissement russe dans cette région (lui permettant ainsi d'avoir un grand contrôle dans certains secteurs de l'économie centre-asiatique) et enfin, de possiblement mettre en place une monnaie commune pour les échanges dans la région. Du point de vue énergétique, la Russie a pour objectif de protéger et d'étendre son contrôle du marché des énergies centre-asiatiques. Un plus grand contrôle de ces énergies assurera, comme souligné dans la stratégie énergétique russe, des revenus financiers continus et une position de négociation plus forte, notamment vis-à-vis de l'Europe. De plus, la Russie a un grand besoin des énergies d'Asie centrale afin de soulager les défauts sa propre industrie vieillissante (il est estimé que le pays verra sa production de pétrole diminuer de moitié d'ici 2035 du fait du manque de technologie d'exploration avancée)⁴. Un autre facteur démontrant l'importance du projet d'intégration pour la Russie est sa démographie. En effet, due à une espérance de vie faible (estimée à 70 ans en moyenne en 2016), à un recours massif à l'avortement (avec 930 000 avortements en 2015) et à une forte émigration (avec plus de 309 000 départs

³ Nouveau projet d'intégration pour l'Eurasie. Disponible sur <<http://izvestia.ru/news/502761>> [Site consulté le 08/10/2016]

⁴ Andrey M OVCHAN, Èkonomičeskij FAQ. Kak mozet vygljadet' poterja èkonomikoj Rossii stabil'nosti [à quoi ressemblerait la perte de stabilité économique en Russie ?]. Carnegie Moscow Center. Disponible sur <<http://carnegie.ru/commentary/2016/04/19/what-would-economic-disintegration-in-russia-look-like/ix9o>> [site consulté le 07/06/2016]

en 2015)⁵, la population russe est en déclin. L'Académie présidentielle russe d'économie nationale et d'administration publique estime que la population russe passera de 143 millions d'habitants en 2013 à 102 millions en 2063 si aucun changement n'a lieu⁶. Ainsi, la migration des pays d'Asie centrale vers la Russie est d'une importance capitale pour l'économie du pays.

Le projet d'intégration chinois

En ce qui concerne la Chine, son projet d'intégration se base sur des investissements dans les secteurs centre-asiatiques agricole, des télécommunications, de l'électricité, du transport et du gaz et pétrole, notamment à travers la Banque asiatique d'investissements des infrastructures, formée en 2014 par Pékin. Les objectifs de la Chine sont ainsi de développer le commerce régional afin de s'assurer d'une plus grande influence dans la région, de faire avancer son projet de route de la soie et d'avoir accès aux énergies d'Asie centrale. La Chine se sert effectivement du charbon pour 64% de sa consommation en 2015⁷ mais le gouvernement chinois, au vu des effets écologiques néfastes de cette énergie, souhaite diversifier ses énergies, notamment grâce au gaz centre-asiatique. De plus, l'Agence internationale de l'énergie estime que la Chine devra importer plus de 12 millions de barils par jour dans 20 ans au vu de son développement actuel⁸. Pékin préfère alors depuis ces dernières années se tourner vers l'Asie centrale au vu de l'instabilité du Proche-Orient (qui représente la moitié de ses importations en énergie). Le pays a ainsi investi dans un pipeline lui fournissant 400 000 barils par jour en provenance du Kazakhstan et à destination du Xinjiang⁹ en 1997. Puis en 2007, Pékin a investi dans le pipeline Turkménistan-Chine, qui s'est achevé en 2014 (prévoyant la livraison de 30 milliards¹⁰ de mètres cube de gaz par an pendant 30 ans). Enfin en 2010, la Chine a signé des accords avec l'Ouzbékistan et le Kazakhstan afin que ceux-ci relient leurs pipelines nationaux au pipeline Turkménistan-Chine, afin d'augmenter leurs exportations de gaz vers la Chine¹¹.

Outre le projet de route de la soie et l'importance stratégique des énergies centre-asiatiques pour Pékin, l'intégration de l'Asie centrale servirait également à développer et intégrer la région du Xinjiang, dont les quelques 8 millions de Ouighours sont sources de

⁵ BERMAN, Ilian. Mother Russia is still struggling with demography, The Moscow Times. Disponible sur <<https://themoscowtimes.com/articles/mother-russia-is-still-struggling-with-demography-55569>> [Site consulté le 02/10/2016]

⁶ Russian Presidential Academy of National Economy and Public Administration. Critical 10 Years, Demographic policies of the Russian federation: successes and challenges. Moscow, 2015. P.27

⁷ YEO, Sophie. Analysis: Decline in China's coal consumption accelerates, Carbon Brief. Disponible sur <<https://www.carbonbrief.org/analysis-decline-in-chinas-coal-consumption-accelerates>> [site consulté le 15/10/2016]

⁸ ROBINSON, David. China's growing energy demand. The Oxford Institute for Energy Studies, P.9.

⁹ RAKHM ETOVA, Klara. Kazakhstan-China Oil pipeline project, KazM uniaGas. P.3

¹⁰ Flow of Natural Gas from Central Asia. Disponible sur <<http://www.cnpc.com.cn/en/FlowofnaturalgasfromCentralAsia/FlowofnaturalgasfromCentralAsia2.shtml>>

¹¹ PETERSON, Alexandros et BARYSCH, Katinka. Russia, China and the geopolitics of Energy in Central Asia. Centre For European Reform, 2011.P.46

tensions pour le pays. Afin de s'assurer de l'intégrité territoriale de cette région, la Chine a mis en place une politique de colonisation des Han (majoritaire dans le pays) depuis 1955, date de l'établissement de la région autonome, ce qui a mené à de nombreux conflits et troubles dans la région en 1997, 2008, 2011, 2013 et à nouveau en 2014. Ces conflits sont vus par Pékin comme ayant pour principale cause les difficultés économiques de la région et une différence culturelle avec le reste de la Chine. La politique d'intégration régionale de la Chine serait donc une des réponses au développement économique de la région et à son intégration avec le reste du pays.

Contradictions et tensions

Les deux projets d'intégrations russe et chinoise semblent donc être en contradiction sur un certains nombres de points. Premièrement, l'importance des énergies pour les deux pays peut présenter des sources de tensions étant donné que les pays d'Asie centrale profitent de l'opportunité chinoise pour réduire leur dépendance envers la Russie (notamment grâce à l'oléoduc Turkménistan-Chine, mentionné plus haut), qui de fait perd de l'influence politique sur cette région. Les pays exportateurs d'énergie d'Asie centrale ont par exemple profité de la demande chinoise pour demander des prix plus élevés pour leurs ressources à la Russie¹². La Chine prend notamment une place plus importante dans les échanges avec le Kazakhstan que par le passé, au détriment de la Russie : entre 2004 et 2014, les exportations kazakhes d'énergies vers la Russie sont passées de 7.12% du total de ses exportations d'énergies à 1.63% - et sont passées en Chine de 4.18% à 8.52%¹³. Deuxièmement, le projet russe est focalisé sur une entente et le commerce entre les pays membres de l'UEE, ce qui amène l'union douanière de l'UEE à affaiblir particulièrement le développement du commerce entre la Chine et le Kazakhstan, ainsi qu'à rendre difficile la réexportation de produits chinois du Kirghizstan vers la Russie ou le Kazakhstan¹⁴. De fait, les deux projets sont également en contradiction à ce niveau. Enfin, l'influence politique globale est un enjeu représenté par ces deux politiques d'intégration qui semblent ne pouvoir bénéficier qu'à un seul des deux pays, celui qui sera le plus important dans la région. La Russie voit l'expansion économique, politique et militaire de la Chine comme dangereuse pour sa place dans le monde et même pour son intégrité territoriale, avec notamment une présence forte et en développement de travailleurs chinois en Sibérie orientale russe¹⁵ (notamment à Vladivostok). Les contrecoups de cette rivalité et de ces tensions se répercuteraient ainsi principalement en Asie centrale, où la Chine comme la Russie auraient différents moyens de pression à travers les énergies, les investissements chinois et les envois de

¹² PETERSON, Alexandros et BARYSCH, Katinka. Russia, China and the geopolitics of Energy in Central Asia. Centre For European Reform, 2011. P.48

¹³ Detailed Country Analysis, World Integrated Trade Solution. Disponible sur <<http://wits.worldbank.org/detailed-country-analysis-visualization.html>>

¹⁴ SINITSINA Irina. Economic Cooperation Between Russia and Central Asian Countries: Trends and Outlook. Institute of public policy and administration, Working paper n°5, 2012.P.24

¹⁵ ROUSSEAU, Richard. Will China Colonize and incorporate Siberia ? Harvard International Review, 2012.

fonds de travailleurs centre-asiatiques expatriés en Russie (représentant par exemple 42% du PIB du Tadjikistan et plus de 10% du PIB du Kirghizstan en 2014¹⁶).

Coopération sino-russe

Comme nous venons de le voir, les tensions sont grandes et les risques de confrontation importants. Cependant, il existe également des facteurs qui peuvent rendre la coopération entre la Chine et la Russie en Asie centrale possible. Premièrement, le marché européen, client principal de la Russie et de l'Asie centrale pour les énergies, a adopté une série de mesures pour réduire sa dépendance envers le marché russe, notamment en 2014 avec sa « Stratégie Européenne pour la sécurité énergétique ». Ceci, couplé à la faiblesse de la croissance européenne, fait que les prédictions de la demande du vieux continent pour l'énergie Russe sont à la baisse. Par contraste, les prédictions concernant l'énergie chinoise sont en pleine hausse : l'Agence internationale de l'énergie prévoit un bond de la demande chinoise en gaz de 85 milliards de mètres cube en 2008 à 395 milliards de mètres cube en 2035¹⁷. Un rapprochement entre Chine et Russie sur le marché de l'énergie est donc imaginable, d'autant plus que Moscou a souligné son envie de stabilité dans ses livraisons d'énergie dans un marché de plus en plus instable. La Russie et la Chine ont donc signé un accord d'une valeur de 400 milliards de dollars en 2014, pour la livraison de 38 milliards de mètres cubes de gaz russe par an à la Chine sur une durée de 30 ans à travers le gazoduc « Power of Siberia ». Deuxièmement, l'Asie centrale ayant longtemps subi le contrôle de l'Union soviétique et de la Russie souhaite à présent être indépendante et ne pas devenir un vassal de la Chine. Ce positionnement neutre, à l'image de la politique de « neutralité positive » du Turkménistan, devrait également rassurer les autorités russes quant à l'affaiblissement de leurs relations avec l'Asie centrale. Troisièmement, les liens directs entre la Russie et la Chine sont importants, notamment économiquement, avec plus de 53 milliards d'exportations chinoises vers la Russie en 2014 et 37 milliards d'exportations russes vers la Chine la même année¹⁸. Les deux pays partagent également une grande méfiance de l'Ouest et en particulier des Etats-Unis, qu'ils voient comme impériaux, ce qui tend à les rapprocher. Cette proximité politique est clairement exprimée lors des différents votes du Conseil de sécurité de l'ONU. Sur les 11 derniers vétos enregistrés, 6 ont été émis conjointement par la Russie et la Chine¹⁹. Cette proximité relative devrait décourager des politiques de déstabilisation entre les deux pays. Enfin, et c'est certainement le point le plus

¹⁶ From Russia With Love, The Economist. Disponible sur <<http://www.economist.com/news/finance-and-economics/21688441-remittances-are-good-thing-except-when-they-stop-russia-love>> [Site consulté le 25/10/2016]

¹⁷ PETERSON, Alexandros et BARYSCH, Katinka. Russia, China and the geopolitics of Energy in Central Asia. Centre For European Reform, 2011. P.7

¹⁸ World Bank, World Integrated Trade Solutions. Disponible sur : <<http://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/RUS/Year/2013/TradeFlow/Export/Partner/CHN/Product/all-groups>>

¹⁹ Veto List, UNITED NATIONS, 2015. Disponible sur <<http://research.un.org/en/docs/sc/quick>> [Site consulté le 26/10/2016]

important, Igor Chouvalov, premier vice-Premier ministre de Russie, a annoncé en 2014 que l'UEE était prête à coopérer avec le projet de nouvelle route de la soie de la Chine au forum BOAO. Il estimait que les bénéfices d'une coopération dépassaient les risques, étant donné que la Russie voit désormais la présence de la Chine en Asie centrale comme inévitable. Pékin a emboîté le pas de la Russie et a signé avec Moscou une déclaration conjointe en 2015 afin de coordonner les deux projets pour créer un espace économique commun en Eurasie (incluant un accord de libre-échange entre la Chine et l'UEE). Les difficultés et risques annoncés sont toujours présents mais un affrontement serait dommageable aussi bien pour la Chine que pour la Russie. Bien qu'une coopération serait plus bénéfique à la Chine, nouvel arrivant en Asie centrale pour notre époque, qu'à la Russie, celle-ci semble avoir accepté la présence chinoise comme inéluctable et se dirige vers la coopération. De plus, les tensions sécuritaires en Asie centrale affectent directement les deux pays et les rapprochent.

LE RÔLE SÉCURITAIRE DE L'ASIE CENTRALE DANS LES RELATIONS SINO-RUSSES

Tensions en Asie centrale

Le domaine sécuritaire de l'Asie centrale est d'une grande importance pour la Chine et la Russie. En effet, dû au retrait progressif des troupes américaines d'Afghanistan, le vide sécuritaire inquiète les voisins de celle-ci. La religion dominante en Asie centrale étant la religion musulmane, l'instabilité que pourrait y créer un nouveau régime taliban en Afghanistan serait importante et dommageable, aussi bien pour la Russie que pour la Chine. Il pourrait par exemple exister une possibilité de conflit entre Pashtouns islamistes et groupes ethniques tadjiks et ouzbèks dans la région frontalière, de même que la possibilité de retour de nombreux combattants talibans en Asie centrale. La situation en Syrie inquiète également la Russie, la Chine et les pays d'Asie centrale, étant donné que ces pays sont pourvoyeurs de combattants. D'après Vladimir Poutine, entre 5000 et 7000 personnes originaires de Russie et des anciennes républiques soviétiques auraient rejoint l'Etat islamique²⁰ (un rapport du Soufan Group de décembre 2015 estime quant à lui que 2000 combattants auraient pour origine les cinq républiques d'Asie centrale traitées dans ce texte)²¹. La Chine a pour sa part recensé plus de 100 combattants chinois en Irak et en Syrie²². Outre la situation en Afghanistan et en Syrie, la sécurité interne des pays d'Asie centrale semble relativement instable, avec des mouvements de protestation ou des révoltes récurrentes. Ce fut le cas avec l'attaque du

²⁰ BERGEN, Peter et STERN AN, David. From Russia with Hate, CNN. Disponible sur <<http://edition.cnn.com/2016/06/30/opinions/russia-soviet-fighters-istanbul-bombing-bergen/>> [Site consulté le 26/10/2016]

²¹ The Soufan Group, Foreign Fighters. P.15.

²² PAGE, Jeremy . Over 100 Chinese Fighters have joined the Islamic State in Syria, The Wall Street Journal. Disponible sur <<http://www.wsj.com/articles/china-terror-claims-bolstered-by-new-evidence-1469435872>> [Site consulté le 28/10/2016]

4 septembre 2015 sur des postes de police et des bases militaire près de Douchanbe faisant 17 morts, perpétrée par des anciens membres du groupe « Opposition Tadjik unie » pour dénoncer la politique de répression de l'islam mise en place par le gouvernement. Le Kirghizstan a quant à lui connu des révolutions en 2005 et en 2010 résultant respectivement sur l'éviction des présidents Akaiev et Bakiyev, ainsi que sur de fortes tensions ethniques. Enfin, le Kazakhstan a connu une série de protestations en 2011 ayant pour objet la demande de réformes politiques, qui ont provoqué la mort de 11 personnes ; plus récemment, en février 2015, des affrontements ethniques ont eu lieu dans le sud du pays entre Kazakhs et Tadjiks. Ces différents évènements et problèmes montrent à quel point la situation sécuritaire est tendue en Asie centrale et risque de continuer à l'être dans le futur. Ainsi, ces instabilités dérangent Pékin et Moscou, pour qui il est difficile de mettre en place leurs objectifs politiques et économiques dans ce cadre. Selon Alexandre Loukin (directeur du Centre pour les études d'Asie de l'Est et sur l'OCS), trois domaines unissent la Chine et la Russie en Asie centrale : la volonté de stabilité politique des pays ; de sauvegarde des régimes laïques ; et de promotion de développement économique dans la région²³. Ceci passe par le fait de combattre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme. De plus, ces instabilités ne menacent pas seulement les intérêts économiques de la Chine et de la Russie dans la région, mais aussi leur propre territoire et sécurité nationale. C'est pourquoi les deux pays ont pris un certain nombre de mesures pour répondre à ces dangers, de façon unilatérale et conjointe, ce qui a pour effet de réduire le risque d'escalade des tensions entre les deux grandes puissances dans le court terme.

Enjeux et actions de la Russie

La Russie est confrontée à deux dangers majeurs dus à l'instabilité de l'Asie centrale. Le premier d'entre eux est la propagation de l'islamisme radical à travers l'Asie centrale, notamment dans le Caucase, comme évoqué plus tôt. Le deuxième est le trafic de drogue en provenance d'Afghanistan. L'Afghanistan est le plus important producteur d'opiacés et exporte cette production à l'étranger par des réseaux centre-asiatiques dans les cinq pays d'Asie centrale, qui passent ensuite cette production en Russie²⁴. Ce trafic a créé une épidémie d'addiction à l'héroïne en Russie, qui en est le plus grand marché au monde selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime : 20% de l'héroïne provenant d'Afghanistan serait consommé en Russie annuellement. Les effets sanitaires sont désastreux et on dénombre 1,5 millions de consommateurs d'héroïne en Russie. Oleg Chernov, ancien vice-secrétaire au Conseil de sécurité, a par ailleurs décrit l'Asie centrale comme « ne produisant pas seulement des menaces de sécurité et des défis pour la stabilité régionale, mais est également un acteur intermédiaire, un importateur de menaces extérieures »²⁵. Ainsi, conscient de ces différentes menaces, la Russie a pris

²³ HUASHENG, Zhao. China-Russia Relations in Central Asia. The Asan Forum, 2013.

²⁴ BLANK Stephen. Central Asia after 2014. Strategic Studies Institute and U.S. Army War College Press, 2013. P.25

²⁵ HUASHENG, Zhao. China-Russia Relations in Central Asia. The Asan Forum, 2013.

une série de mesures pour parvenir à sécuriser l'Asie centrale, dont la principale est la création de l'OTSC. Cette organisation permet à la Russie d'avoir accès à la région, elle prévoit des exercices antiterroristes et ses membres ont convenu d'une liste définie de groupes terroristes²⁶. Aujourd'hui grâce à elle, la Russie conserve des bases au Kazakhstan à Kostanaï, au Kirghizstan avec la base aérienne Kant et au Tadjikistan avec la 201ème base militaire près de Douchanbé. Ces bases servent à la Russie à assurer la sécurité des pays ou leur soutien, et un accord a été signé en 2015 entre la Russie, le Tadjikistan et le Kirghizstan pour conserver ces bases jusqu'en 2042 et 2032 respectivement²⁷. L'accord prévoit également l'augmentation des troupes russes au Tadjikistan, passant de 5900 à 9000 hommes d'ici 2020. Les membres de l'OTSC ont également signé un accord en 2009 pour créer une force collective de réaction rapide, qui a pour but de repousser les agressions militaires, de mener des actions antiterroristes et de combattre le trafic de drogue transnational. De plus, la Russie a augmenté le nombre d'exercices antiterroristes au sein de l'OTSC et leur intensité, comme par exemple lors de l'exercice de 2015 au Tadjikistan ayant accueilli 2500 soldats de l'OTSC, dont 500 russes.

Enjeux et actions de la Chine

La Chine, elle aussi, subit les dangers et tensions qui peuvent exister en Asie centrale.

Les « trois démons » sont définis par la Chine comme étant les trois plus grandes menaces pour la Chine : le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux. La région du Xinjiang, et plus particulièrement le mouvement d'indépendance du Turkestan oriental (MITO), auquel les Ouïghours sont très liés culturellement, ethniquement, et linguistiquement, représente ainsi la plus grande menace pour Pékin. Ce mouvement, fondé par des militants ouïghours dans le but d'obtenir un Etat indépendant (le Turkestan oriental) couvrant une partie de l'Asie centrale et la région du Xinjiang, est considéré comme terroriste par le gouvernement chinois car il serait responsable de plus de 200 attaques terroristes dans le Xinjiang entre 1990 et 2001²⁸. D'autres attaques ont été organisées par ce groupe, notamment en 2008 lorsque le MITO a menacé les Jeux olympiques de Pékin, ainsi qu'en 2011 quand le mouvement a ciblé des officiels du gouvernement dans le Xinjiang et a lancé une série d'attaque faisant plusieurs morts. Ainsi, le ministre de la Sécurité publique a déclaré que le groupe était « la menace de sécurité la plus directe et la plus réaliste pour notre pays »²⁹. Les liens du Xinjiang avec l'Asie centrale font que le gouvernement accorde une très grande importance à la stabilité de celle-ci. La Chine a ainsi pris plusieurs mesures afin de pouvoir répondre de

²⁶ BLANK, Stephen. *Central Asia after 2014*. Strategic Studies Institute and U.S. Army War College Press, 2013. P.23

²⁷ PUTZ, Cathernie. *How Putin plans to fight terrorism in Central Asia*. The Diplomat, 2015.

²⁸ COVARRUBIAS, Jack and LANSFORD, Tom. *Strategic interests in the Middle East: opposition or support for US foreign policy*. Ashgate, 2007. P.91

²⁹ RAJAGOPALAN, Megha. *China security chief blames Uighur islamists for Tiananmen attack*. Reuters, 2013.

façon adéquate à cette menace. Pékin a par exemple augmenté ses liens diplomatiques avec les pays d'Asie centrale dans le but de réduire l'activisme ouïghour dans ces pays, afin de déporter des réfugiés politiques ouïghours en Chine (comme l'ont fait le Kazakhstan et le Kirghizstan) et de taire leurs critiques quant à sa répression vis-à-vis de cette communauté, à travers des menaces économiques et l'offre d'assistance militaire. La Chine a également mis en place des partenariats avec les pays d'Asie centrale dans le domaine de la sécurité frontalière et de la coopération militaire afin d'affaiblir directement ces menaces. Les troupes chinoises s'occupent par exemple du contrôle de la frontière Sino-Tadjik et Pékin participe à plusieurs exercices militaires bilatéraux avec des pays d'Asie centrale. De plus, les enjeux sécuritaires de la région étant aussi importants pour la Chine que pour la Russie, les deux pays ont mis en place des accords politiques pour coopérer et faire converger leur stratégie.

Coopération russo-chinoise

L'accord bilatéral pour assurer la sécurité et la stabilité de l'Asie centrale le plus important est certainement la création de l'Organisation de coopération de Shanghai. L'OCS avait pour but originel de régler les problèmes frontaliers de manière pacifique entre les pays membres, notamment avec des accords signés à Shanghai puis à Moscou en 1997, afin de réduire les forces militaires présentes le long des 7000 kilomètres de l'ancienne frontière sino-soviétique. Ces domaines d'activités se sont élargis à travers les années pour inclure de la coopération économique, politique, culturelle et bien d'autres encore³⁰. Les chefs d'États-membres se réunissent tous les ans pour mettre à jour les problèmes sécuritaires dans la région et décider de différents exercices conjoints. Le premier exercice militaire de l'organisation a été organisé en 2002 à la frontière sino-kirghiz. Depuis, les opérations se déroulent au moins une fois par an, notamment en 2014 quand l'organisation a tenu son exercice présenté comme le plus important en termes de ressources humaines et matérielles. Ce dernier avait pour objet la menace grandissante du terrorisme en Afghanistan, en Irak, en Syrie et dans d'autres pays qui mettent en danger les pays d'Asie centrale. En plus de ces exercices, les pays membres partagent également du renseignement concernant les menaces terroristes dans la région, à travers un centre régional antiterroriste basé en Ouzbékistan. Medvedev, le président russe de l'époque, a d'ailleurs présenté un projet de loi en 2008 à la Douma pour rendre possible le partage des secrets d'états avec les autres membres de l'organisation³¹. La montée en puissance des différents exercices, l'élargissement de l'organisation à de nouveaux membres (l'Inde et le Pakistan ont rejoint l'organisation en 2016 et l'Iran en est un membre potentiel), ainsi que les menaces terroristes toujours présentes dans la région font que l'OCS continuera d'être un acteur important des relations entre la Russie et la Chine. De plus, l'organisation a signé un accord avec l'OTSC

³⁰ TEURTRIE David. Géopolitique de la Russie. Intégration régionale, enjeux énergétiques, influence culturelle. L'Harmattan, Collection « Pays de l'Est », 2010. P.97

³¹ BLANK Stephen. Central Asia after 2014. Strategic Studies Institute and U.S. Army War College Press, 2013. P. 42

en 2007 à Douchanbé afin d'augmenter la coopération dans les domaines de la sécurité, du crime et du trafic de drogue. Le secrétaire général de l'OTSC a précisé qu' « il y a des perspectives intéressantes pour combiner nos actions [avec celles de l'OCS] dans le domaine de la lutte contre les activités terroristes et d'extrémisme religieux en Asie centrale ».

Ainsi, la coopération russo-chinoise en Asie centrale dans le domaine sécuritaire n'a que peu de chance de s'arrêter et risque au contraire de s'accroître dans le futur. La Russie et la Chine participent ainsi à des exercices bilatéraux depuis 2011, afin d'améliorer leur interopérabilité.

En août 2015, ils ont mené un exercice en mer du Japon (nommé Joint Sea II) qui comprenait 22 navires, 20 avions, 40 véhicules et 500 soldats. Ce rapprochement a clairement eu un effet bénéfique sur les relations russo-chinoises et tend à réduire leur risque de confrontation directe dans la région centre-asiatique.

CONCLUSION

L'Asie centrale représente des enjeux très grands pour la Russie comme pour la Chine. Du point de vue économique, les deux pays sont intéressés par l'énergie d'Asie centrale, par le marché centre-asiatique et par le poids politique qu'une domination économique offre. Les deux projets d'intégration peuvent sembler incompatibles et contradictoires mais nous avons vu que les deux pays ont tendance à choisir la coopération plutôt que de se livrer à une guerre économique et politique, qui leur serait dommageable à tout deux. Cependant, la concurrence aura toujours sa place dans les relations économiques et commerciales et les problèmes créés par la présence des deux acteurs sur le même terrain ne disparaîtront pas grâce à cette coopération. Les intérêts sécuritaires que représente l'Asie centrale sont néanmoins très importants pour la Russie et la Chine, et la coopération déjà en place dans ce domaine tend à apaiser ces relations. Ainsi, l'Asie centrale semble plutôt devenir un stabilisateur dans les relations russo-chinoises qu'un terrain d'affrontement, dans le court terme du moins. En effet, il est difficile d'établir quelles seront les volontés de la Chine dans le long terme, une fois que l'Asie centrale sera stabilisée et que Pékin y aura atteint ses objectifs d'intégration économique. Une coopération avec la Russie sur le plan économique comme sur le plan militaire pourrait ne plus avoir grand intérêt ; la Chine pourrait ne plus souhaiter la présence russe dans la région et accélérer son départ à travers des politiques plus agressives. De plus, un certain nombre de sujets continuent de diviser la Chine et la Russie, mettant en exergue une certaine fragilité dans leurs relations. En effet, la Chine n'a que peu apprécié la vente de six sous-marins Kilo russes au Vietnam en 2016, qui serviront au pays à se défendre contre l'hégémonie chinoise en mer de Chine du Sud. Il en est de même concernant les discussions du projet de gazoduc Sakhaline-Tokyo entre la Russie et le Japon lors du

forum économique de Vladivostok de septembre 2016, qui permettrait à l'un des rivaux chinois de la région de faire des économies importantes. La Chine, pour qui l'indépendantisme et le séparatisme sont deux de ses trois démons, s'est pour sa part éloignée diplomatiquement de la Russie lors de ses interventions en Géorgie et en Ukraine, ainsi que durant la prise d'autonomie de l'Ossétie du Sud, de l'Abkhazie et de l'annexion de la Crimée. La coopération est à l'ordre du jour entre la Russie et la Chine en Asie centrale, tant au niveau économique que sécuritaire, mais l'évolution du contexte de la région dans le moyen terme pourrait fortement retendre leurs relations. L'évolution de l'élite politique des républiques centre-asiatiques lors du changement générationnel pourrait par exemple créer de fortes tensions entre les deux grandes puissances, tout comme l'arrivée d'autres acteurs d'influence dans la région comme la Turquie ou l'Iran. La situation est aujourd'hui stable entre ces deux grands géants mais rien ne dit que cela durera. ■

ASIA FOCUS #22

**ASIE CENTRALE :
VERS UN MATCH CHINE / RUSSIE**

PAR DAVID FRANCOIS

ETUDIANT A IRIS SUP'

MARS 2017

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org